

**Avis n° 03-70 de l'Autorité de régulation des télécommunications en date du 16 janvier 2003 sur la décision tarifaire de France Télécom n° 2002126 relative à l'évolution de tarifs des liaisons louées entre la métropole et les départements d'outre-mer et entre départements d'outre-mer**

L'Autorité de régulation des télécommunications,

Vu le code des postes et télécommunications, et notamment ses articles L. 36-7 et D. 369 à D. 379 ;

Vu le cahier des charges de France Télécom approuvé par le décret n° 96-1225 du 27 décembre 1996, et notamment ses articles 11 et 17 ;

Vu la décision tarifaire transmise par France Télécom, reçue le 19 décembre 2002 ;

Vu les informations complémentaires fournies par France Télécom, reçues le 7 janvier 2003 ;

Après en avoir délibéré le 16 janvier 2003,

**I. Objet de la décision tarifaire**

Par cette décision tarifaire, France Télécom prévoit des évolutions de tarifs concernant les liaisons louées entre la France métropolitaine et les départements d'outre-mer ou entre les départements d'outre-mer. Elle envisage également d'arrêter la commercialisation de certains types de ces liaisons.

**I.1 La modification des frais d'accès**

France Télécom souhaite fixer les frais d'accès des liaisons louées considérées aux mêmes niveaux que ceux des liaisons louées, de débits identiques, commercialisées à l'intérieur de la métropole.

Ainsi, pour les liaisons louées analogiques à terminaison de 2 fils ou 4 fils, les frais d'accès par terminaison passent de 205 à 600 euros hors taxes.

Pour les liaisons Transfix, l'évolution de ces tarifs est la suivante :

Débits en kbits/s	Tarifs actuels (en € HT)	Nouveaux tarifs (1) (en € HT)
De 2,4 à 19,2	205	600
De 64	1219	600
De 128	1829	600
De 256	1829	1060
De 384 à 768	1829	1500
De 1024 à 1920	1829	2200
De 1984 à 2048	3658	2200

(1) FAS harmonisés sur ceux perçus pour les liaisons louées métropolitaines

## I.2 La baisse des tarifs mensuels d'abonnement

Les baisses de tarifs d'abonnement prévues portent sur les liaisons louées Transfix permanentes, de débits compris entre 64 kbit/s et 2048 kbit/s, établies :

- d'une part, entre la France métropolitaine et les départements d'outre-mer ;
- d'autre part, entre les départements de la Guadeloupe ou de la Martinique et le département de la Guyane.

Pour les liaisons Transfix établies entre la métropole et les départements d'outre-mer, les évolutions tarifaires sont les suivantes :

Liaisons Transfix		tarifs actuels	nouveaux tarifs	évolution
		(€ HT)	(€ HT)	%
64	kbit/s	3 033	2 426	-20%
128	kbit/s	5 945	4 162	-30%
256	kbit/s	10 549	7 911	-25%
384	kbit/s	14 086	11 269	-20%
512	kbit/s	16 708	13 366	-20%
768	kbit/s	22 806	18 245	-20%
1 024	kbit/s	28 172	22 538	-20%
1 920	kbit/s	42 197	33 758	-20%
1 984	kbit/s	42 197	33 758	-20%
2 048	kbit/s	42 197	33 758	-20%

Pour les liaisons Transfix établies entre les départements de la Guadeloupe ou de la Martinique et le département de la Guyane, les évolutions de tarifs sont les suivantes :

Liaisons Transfix		tarifs actuels	nouveaux tarifs	évolution
		(€ HT)	(€ HT)	%
64	kbit/s	4 573	3 201	-30%
128	kbit/s	7 470	4 856	-35%
256	kbit/s	12 958	9 071	-30%
384	kbit/s	17 074	11 952	-30%
512	kbit/s	20 428	14 300	-30%
768	kbit/s	27 745	19 421	-30%
1 024	kbit/s	34 301	24 011	-30%
1 920	kbit/s	51 832	36 282	-30%
1 984	kbit/s	51 832	36 282	-30%
2 048	kbit/s	51 832	36 282	-30%

### **I.3 Les contrats de 3 et 5 ans concernant les liaisons louées Transfix**

Les liaisons louées Transfix faisant l'objet de contrats de 3 ou de 5 ans bénéficient de tarifs d'abonnement mensuels plus bas, respectivement de 10 % et de 15 %, que les tarifs de base. Actuellement, le montant de ces tarifs figure, dans le catalogue des prix de France Télécom, pour chaque catégorie de liaison louée concernée. France Télécom souhaite désormais exprimer seulement les pourcentages de réduction auxquels conduisent ces tarifs, sans toutefois en modifier les taux correspondants.

### **I.4 L'arrêt de commercialisation de certaines catégories de liaisons louées**

Par la présente décision tarifaire, France Télécom prévoit :

- l'arrêt de commercialisation des liaisons louées Transfix de débits 384 kbit/s et 768 kbit/s ;
- l'arrêt de commercialisation des liaisons louées télégraphiques permanentes.

Elle précise qu'il n'y a plus de clients pour ces catégories de liaisons louées.

## **II. Analyse de l'Autorité**

### **II.1. Sur les évolutions des tarifs**

L'Autorité note que, selon les dispositions contenues dans la présente décision tarifaire, les frais d'accès de certaines liaisons louées sont susceptibles d'augmenter sans que cette hausse soit toujours compensée par une baisse des tarifs de l'abonnement. C'est notamment le cas des liaisons louées analogiques et des liaisons Transfix de débit inférieur à 64 kbit/s.

L'Autorité a alors cherché à évaluer l'effet que cette hausse pouvait avoir sur le prix total des liaisons louées concernées en tenant compte d'une structure tarifaire comprenant à la fois les frais d'accès et le prix mensuel de l'abonnement. Considérant qu'ils peuvent faire l'objet d'une répartition sur une échéance de 3 ans, ces frais d'accès représentent une part relativement faible de la structure tarifaire prise en compte. L'Autorité a ainsi constaté que les hausses de frais d'accès envisagées par France Télécom, lorsqu'elles ne sont pas compensées par des baisses de prix de l'abonnement, ont un effet d'augmentation du prix total des liaisons louées inférieur à 1 %.

Par ailleurs, l'Autorité prend acte des baisses prévues sur le prix de l'abonnement des liaisons louées Transfix, de débit supérieur ou égal à 64 kbit/s, établies, d'une part, entre la France métropolitaine et les départements d'outre-mer et, d'autre part, entre les départements de la Martinique ou de la Guadeloupe et le département de la Guyane. Elle considère que ces baisses sont favorables aux consommateurs ainsi qu'aux opérateurs ne disposant pas d'infrastructures de bout en bout entre les destinations considérées. Elle relève par ailleurs que le compte d'exploitation prévisionnel intégrant ces mesures demeure positif pour l'année 2003.

Les dispositions prévues dans la présente décision tarifaire pour les contrats de liaisons Transfix de 3 et 5 ans ne modifient pas les taux de réduction accordés dans le cadre de ces contrats. Ces dispositions n'appellent pas de remarque particulière de la part de l'Autorité.

## **II.2. Sur les arrêts de commercialisation des liaisons louées envisagés par France Télécom**

L'Autorité tient à rappeler que toute mesure de France Télécom ayant pour effet de supprimer ou modifier une prestation de liaisons louées est soumise à une procédure particulière.

En effet, l'article 11.2 du cahier des charges annexé au décret n° 96-1225 du 27 décembre 1996 portant approbation de ce cahier des charges, dispose notamment que "*France Télécom ne peut supprimer une prestation ou en modifier les conditions matérielles d'utilisation qu'après information des utilisateurs et des organisations d'utilisateurs concernées et recueil de leurs remarques éventuelles. Les conditions et délais de résiliation ou de modification sont publiés au moins six mois à l'avance [...] les suppressions ou modifications proposées, leurs conditions de mise en œuvre et les délais de mise en conformité des équipements font l'objet d'une approbation par l'Autorité de régulation des télécommunications (...)*".

De telles conditions ont par ailleurs été reprises à l'article D. 370 du code des postes et télécommunications tel que modifié par le décret n° 2002-1340 du 8 novembre 2002 pris pour l'application de l'ordonnance n° 2001-670 du 25 juillet 2001.

L'Autorité considère donc que l'arrêt de commercialisation de liaisons louées doit être conforme aux dispositions définies par les articles pré-cités et répondre, notamment, aux conditions d'information et de publicité arrêtées au travers de ces dispositions.

## **III. Conclusion**

L'Autorité émet un avis favorable sur la partie de la décision tarifaire n° 2002126 de France Télécom relative aux modifications prévues en matière de frais d'accès et de prix d'abonnement mensuel des liaisons louées, y compris pour les contrats de 3 et 5 ans des liaisons louées Transfix.

Elle ne peut en revanche émettre un avis favorable sur l'arrêt de commercialisation de liaisons louées sans que les conditions susmentionnées de l'article 11.2 du cahier des charges de France Télécom aient explicitement été respectées.

Le présent avis sera transmis d'une part au ministre de l'économie, des finances et de l'industrie et à la ministre déléguée à l'industrie, et d'autre part transmis pour information à France Télécom. Il sera mentionné au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 16 janvier 2003

Le Président

Paul Champsaur